



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

Le Mans, le **2 MAI 2024**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

relatif aux dates d'ouverture et de clôture de la chasse, pour la campagne cynégétique 2024-2025

**Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 420-1 à L. 428-29 et R. 421-1 à R.428-28 ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;
- VU la loi du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;
- VU l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distances des instances administratives à caractère collégial ;
- VU le décret n° 2020-59 du 29 janvier 2020 relatif à la période de chasse du sanglier en France métropolitaine ;
- VU le décret du 15 février 2022 portant nomination du préfet de la Sarthe, M. Emmanuel AUBRY ;
- VU le Décret n° 2023-1363 du 28 décembre 2023 relatif à la réduction et à l'indemnisation des dégâts de grand gibier ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 mars 1982 modifié, relatif à l'exercice de la vénerie ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1986 modifié, relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié, fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;
- VU l'arrêté interministériel du 12 août 1994 modifié, relatif aux modalités de commercialisation de certaines espèces de gibier pour la consommation ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié, relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;
- VU l'arrêté ministériel du 28 mai 2004 fixant les dates de la chasse au vol des oiseaux sédentaires ;
- VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié, relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié, relatif à l'exercice de la chasse à l'arc ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié, relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 modifié, relatif au prélèvement maximal autorisé de la bécasse des bois ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 janvier 2012 relatif à la chasse en temps de neige d'oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grise, perdrix rouge, faisans de chasse ;

- VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- VU l'arrêté interministériel du 14 février 2018 modifié, relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 février 2020 modifié, relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 2020 relatif à la sécurité en matière d'activité cynégétique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012178-0041 en date du 29 juin 2012 autorisant le tir à plomb du chevreuil sur l'ensemble du département de la Sarthe ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2021 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique (SDGC) 2021-2027, en Sarthe ;
- VU l'arrêté préfectoral fixant le plan de chasse grand gibier pour la campagne cynégétique 2024-2025 ;
- VU l'arrêté préfectoral fixant la liste du 3<sup>e</sup> groupe et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025 ;
- VU les propositions formulées par la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe ;
- VU la consultation du public, organisée sur le site de la préfecture de la Sarthe du 28 mars 2024 au 17 avril 2024 inclus, en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement ;
- VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage ;
- VU l'avis de l'office français de la biodiversité
- VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe

- CONSIDÉRANT** que le sanglier est classé « espèce susceptible d'occasionner des dégâts » en Sarthe ;
- CONSIDÉRANT** que le sanglier est une espèce en développement dans le département de la Sarthe et que ses dégâts sont en très forte progression ;
- CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de gérer les populations de sangliers dans le département et qu'il convient en particulier de recourir dès que possible à la chasse en battue, afin de diminuer les concentrations de ces animaux et d'en limiter les nuisances ;
- CONSIDÉRANT** le niveau important des dégâts causés aux cultures sur l'ensemble du département par les sangliers ;
- CONSIDÉRANT** que les cervidés sont soumis à plan de chasse et que le tir anticipé peut donc conduire à augmenter la pression sur les espèces ;
- CONSIDÉRANT** que le tir du chevreuil dès le 1<sup>er</sup> juin et du cerf le 1<sup>er</sup> septembre, à l'affût et à l'approche permet d'effectuer une sélection sanitaire des animaux ;
- CONSIDÉRANT** que le renard roux est classé sur la liste des « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts » en Sarthe ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre les dispositions pour permettre le tir du sanglier, du chevreuil et du renard en sécurité dès le 1<sup>er</sup> juin afin de protéger les intérêts agricoles et forestiers ;
- CONSIDÉRANT** au vu de ce qui précède, qu'il convient notamment de donner la possibilité de chasser le sanglier en battue à compter du 1<sup>er</sup> août 2024 ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe,

## ARRÊTE

### Article 1

La période d'ouverture générale de la chasse à tir et au vol est fixée pour le département de la Sarthe :  
**du DIMANCHE 29 SEPTEMBRE 2024 à 9 heures au VENDREDI 28 FÉVRIER 2025 au soir.**

## Article 2

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les espèces de gibier figurant aux tableaux ci-après ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

### I - GRAND GIBIER SOUMIS À PLAN DE CHASSE

ESPÈCES	OUVERTURE	CLÔTURE	CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE
CERF ÉLAPHE	1 <sup>er</sup> septembre 2024	Ouverture générale	Période de chasse anticipée : chasse à l'approche ou à l'affût, sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> , pour les seuls détenteurs d'un plan de chasse.
	Ouverture générale	Fermeture générale	Dans le cadre des attributions au plan de chasse.
CHEVREUIL DAIM	1 <sup>er</sup> juillet 2024	Ouverture générale	Période de chasse anticipée : chasse à l'approche ou à l'affût, sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> , pour les seuls détenteurs d'un plan de chasse.
	Ouverture générale	Fermeture générale	Dans le cadre des attributions au plan de chasse.
	1 <sup>er</sup> juin 2025	30 juin 2025 au soir	Période de chasse anticipée : chasse à l'approche ou à l'affût, sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> , pour les seuls détenteurs d'un plan de chasse 2025-2026

### II - GRAND GIBIER NON SOUMIS À PLAN DE CHASSE

ESPÈCE	OUVERTURE	CLÔTURE	CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE
CERF SIKA (espèce exotique envahissante)	Ouverture générale	Fermeture générale	Les prélèvements doivent être déclarés à la fédération départementale des chasseurs dans les 72 heures (voir article 3).

ESPÈCE	OUVERTURE	CLÔTURE	CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE
SANGLIER	1 <sup>er</sup> juillet 2024	31 juillet 2024	Période de chasse anticipée : chasse à l'approche ou à l'affût sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> . Un bilan des prélèvements devra être transmis à la DDT avant le 15 septembre 2024.
	1 <sup>er</sup> août 2024	14 août 2024	Période de chasse anticipée : chasse en battue, à l'approche ou à l'affût sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> . Un bilan des prélèvements devra être transmis à la DDT avant le 15 septembre 2024.
	15 août 2024	Ouverture générale	Chasse en battue, à l'approche ou à l'affût, Sans formalité.
	Ouverture générale	Fermeture générale	Sans formalité.
	Fermeture générale	31 mars 2025 au soir	Chasse en battue, à l'approche ou à l'affût, Sans formalité.
	1 <sup>er</sup> avril 2025	31 mai 2025 au soir	Chasse à l'approche ou à l'affût sur <b>autorisation préfectorale individuelle, uniquement pour la protection des semis</b> . Un bilan des prélèvements devra être transmis à la DDT avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2025.
	1 <sup>er</sup> juin 2025	30 juin 2025 au soir	Période de chasse anticipée : chasse à l'affût ou à l'approche sur <b>autorisation préfectorale individuelle</b> . Un bilan des prélèvements devra être transmis à la DDT, avant le 15 septembre 2025.

### III - PETIT GIBIER

ESPÈCES	OUVERTURE	CLÔTURE	CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE CHASSE
RENARD	Ouverture générale	Fermeture générale	-
	1 <sup>er</sup> juillet 2024	Ouverture générale	<u>Période de chasse anticipée</u> : Toute personne autorisée à chasser le chevreuil ou le sanglier peut chasser le renard dans les mêmes conditions spécifiques associées à chacune de ces deux espèces.
	1 <sup>er</sup> juin 2025	30 juin 2025 au soir	Pour la période d'avril et mai, le tir du renard n'est pas autorisé pendant la chasse du sanglier.
LAPIN	Ouverture générale	Fermeture générale	Furet autorisé sur l'ensemble du département.
LIÈVRE	Ouverture générale	<b>Fermeture anticipée :</b> 15 décembre 2024 au soir	Les prélèvements sont autorisés selon les règles prescrites par le <b>plan de gestion cynégétique du lièvre</b> .
PERDRIX GRISE et ROUGE	Ouverture générale	<b>Fermeture anticipée :</b> 15 décembre 2024 au soir	
		Fermeture générale	Uniquement sur les chasses à caractère commercial inscrites au registre du commerce pour : <b>la perdrix rouge</b> .
FAISAN COMMUN	Ouverture générale	<b>Fermeture anticipée :</b> 15 janvier 2025 au soir	Les prélèvements sont autorisés selon les règles prescrites par le <b>plan de gestion cynégétique du faisan commun</b> , pour les communes citées à l'article 4.2.
		Fermeture générale	Uniquement sur les chasses à caractère commercial inscrites au registre du commerce.
FAISAN VÉNÉRÉ	Ouverture générale	Fermeture générale	

### IV – OISEAUX DE PASSAGE ET GIBIER D'EAU

Les dates d'ouverture et de fermeture sont fixées par l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié (ouvertures) et du 19 janvier 2009 modifié (fermetures).

#### Article 3

Le cerf sika, espèce classée « espèce exotique envahissante » par arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié susvisé, n'est plus soumis à plan de chasse et est prélevable, de l'ouverture à la fermeture générale de la chasse. **Les prélèvements doivent être déclarés dans les 72 heures** à la fédération départementale des chasseurs, par courriel à l'adresse suivante : [y.mercier@fdc-sarthe.com](mailto:y.mercier@fdc-sarthe.com).

#### Article 4

Les heures quotidiennes de chasse sont fixées de la façon suivante :

#### 4.1 - LIMITATION DES HEURES DE CHASSE :

Pendant l'ouverture générale de la chasse, l'heure de chasse du gibier sédentaire et des oiseaux de passage est fixée comme suit : **la chasse est autorisée le jour à partir de 9 heures du matin**. Le jour finit une heure après le coucher du soleil au chef-lieu du département.

Dans le respect des dispositions de l'article L. 424-4 du code de l'environnement, cette limitation ne s'applique pas aux types de chasses mentionnées ci-dessous, pour lesquelles les horaires de début et de fin sont fixés respectivement une heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher du soleil (heure légale du chef-lieu du département) :

- chasse du grand gibier soumis au plan de chasse,
- chasse des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts

Le gibier doit toujours pouvoir être identifié.

#### 4.2 - Dispositions particulières à certaines communes où il existe un PLAN DE GESTION CYNÉGÉTIQUE FAISAN :

AVEZÉ	FLÉE	RUILLE-SUR-LOIR
BEAUMONT-PIED-DE-BŒUF	LE GRAND-LUCÉ	SAINT-AUBIN-DES-COUDRAIS
BEAUMONT-SUR-DÊME	GRÉEZ-SUR-ROC	SAINT-BIEZ-EN-BELIN
BERNAY-NEUVY-EN-CHAMPAGNE	JUPILLES	SAINT-CHRISTOPHE-EN-CHAMPAGNE
BESSÉ-SUR-BRAYE	LAMNAY	SAINT-JEAN-DES-ÉCHELLES
BOULOIRE	LAVARDIN	SAINT-MAIXENT
BRETTE-LES-PINS	LAVERNAT	SAINT-MARS-D'OUTILLÉ
LA BRUÈRE-SUR-LOIR	LHOMME	SAINT-MARTIN-DES-MONTS
CHAHAINES	LOIR-EN-VALLÉE	SAINT-OUEN-EN-BELIN
CHAMPROND	LUCEAU	SAINT-OUEN-DE-MIMBRÉ
CHANTENAY-VILLEDIEU	MAIGNÉ	SAINT-PIERRE-DE-CHEVILLÉ
LA CHAPELLE-DU-BOIS	MAISONCELLES	SAINT-PIERRE-DES-BOIS
LA CHAPELLE-SAINT-FRAY	MARCON	SAINT-PIERRE-DU-LOROUER
LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR	MARIGNÉ-LAILLÉ	SAINT-SYMPHORIEN
CHENU	MAYET	SAINT-ULPHACE
CHERRÉ-AU	MELLERAY	SAINT-VINCENT-DU-LOROUER
CONLIE	MÉZIÈRES-SOUS-LAVARDIN	SAINT-PIERRE-DU-LOROUER
CORMES	MONTMIRAIL	SOUVIGNÉ-SUR-MÊME
COUDRECIEUX	MONTVAL-SUR-LOIR	TÉLOCHÉ
COURGENARD	MULSANNE	TENNIE
CRANNES-EN-CHAMPAGNE	NEUVILLALAIS	THÉLIGNY
CURES	NOGENT-SUR-LOIR	THOIRÉ-SUR-DINAN
DEGRÉ	OIZÉ	VALLON-SUR-GÉE
DEHAULT	PIRMIL	VANCÉ
DISSAY-SOUS-COURCILLON	PRÉVAL	VERNEIL-LE-CHÉTIF
DOMFRONT-EN-CHAMPAGNE	PRUILLE-L'ÉGUILLÉ	VILLAINES-LA-GONAIIS
ÉCOMMOY	LA QUINTE	YVRÉ-LE-POLIN.
LA FERTÉ-BERNARD	RUILLE-EN-CHAMPAGNE	

#### Article 5

Conformément à l'article R. 424-20 du code de l'environnement :

« Sont interdits le transport, la détention pour la vente, la mise en vente, la vente et l'achat :

1° Des animaux tués au titre d'un plan de chasse qui ne sont pas munis du dispositif de prémarquage ou de marquage prévu à l'article R. 425-10 ;

2° Des morceaux d'animaux tués au titre d'un plan de chasse qui ne sont pas accompagnés de l'attestation justifiant leur origine, prévue au 3e alinéa de l'article R. 425-11. Leur transport par les titulaires d'un permis de chasser valide est toutefois autorisé pendant la période où la chasse est ouverte.

Conformément à l'article R. 424-21 du code de l'environnement :

« Sont interdits le transport, la détention pour la vente, la mise en vente, la vente ou l'achat :

1° Du grand gibier licitement tué à l'intérieur des enclos définis au I de l'article L. 424-3 qui n'est pas muni d'un dispositif de marquage du modèle prévu à l'article R. 425-10 ;

2° Des morceaux de grand gibier licitement tué à l'intérieur des enclos définis au I de l'article L. 424-3 qui ne sont pas accompagnés d'une attestation justifiant leur origine, établie par le responsable de l'enclos.

## **Article 6**

Le prélèvement maximal autorisé (PMA) par chasseur, de la bécasse des bois, est fixé à 30 bécasses par saison, avec une déclinaison maximale de 3 bécasses par jour et par chasseur. Période de chasse à partir de l'ouverture générale jusqu'au 20 février 2025 au soir.

## **Article 7 :**

La chasse à courre, à cor et à cri (article R. 424-4 du code de l'environnement) et la vénerie sous terre (article R. 424-5 du code de l'environnement), peuvent être pratiquées par tout titulaire d'une attestation de meute en cours de validité, pendant les périodes suivantes :

### **1 – CHASSE À COURRE, À COR ET À CRI** (les dates de fermeture s'entendant au soir) :

ESPÈCES	OUVERTURE	CLÔTURE
Tous animaux de chasse à courre	15 septembre 2024	31 mars 2025

### **2 – VÉNERIE SOUS TERRE** (les dates de fermeture s'entendant au soir) :

ESPÈCES	OUVERTURE	CLÔTURE
RENARD – RAGONDIN BLAIREAU	15 septembre 2024	15 janvier 2025

ESPÈCE	OUVERTURE complémentaire	CLÔTURE
Période complémentaire : BLAIREAU	1 <sup>er</sup> juillet 2024	14 septembre 2024

## **Article 8**

La chasse par temps de neige est interdite, toutefois cette interdiction ne s'applique pas à :

- la chasse au renard, au ragondin, au rat musqué, au sanglier, au pigeon ramier, aux animaux soumis au plan de chasse ;
- la chasse au gibier d'eau, mais uniquement au-dessus de la nappe d'eau ;
- la vénerie sous terre ;
- la chasse d'oiseaux issus d'élevage, dans les établissements professionnels de chasse à caractère commercial.

## **Article 9**

En application de l'article R. 424-3 du code de l'environnement, le préfet peut suspendre, sur une période de dix jours maximum et renouvelable, l'exercice de la chasse de certaines espèces de gibier, notamment lors d'épisode de grand froid, après avoir consulté : le service départemental de l'Office français de la biodiversité, la fédération départementale des chasseurs, une association représentative de la protection de la nature compétente en matière d'ornithologie, une personne qualifiée en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage. L'absence de réponse dans un délai de 24 heures, à la consultation par mail, vaut avis favorable.

## Article 10

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département de la Sarthe :

le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, les sous-préfets de La Flèche et de Mamers, le directeur départemental des territoires, les maires, le président de la fédération départementale des chasseurs, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, la directrice régionale de l'agence des Pays de la Loire de l'Office national des forêts, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Sarthe, le directeur départemental de la sécurité publique, les lieutenants de louveterie, tous les agents assermentés au titre de la police de la chasse et commissionnés à cet effet.

Le Préfet,



Emmanuel AUBRY

### Délai et voie de recours :

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet de la Sarthe,
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes (44). Le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

fixant la liste du 3<sup>e</sup> groupe et les modalités de destruction des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025

**Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 427-6, L. 427-8 à L. 427-9 et R. 427-6 à R.427-28, R. 428-19 ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;
- VU** l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration article R 133-1 à R 133-15, relatif aux commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** le décret n° 2012-402 du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés nuisibles ;
- VU** le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distances des instances administratives à caractère collégial ;
- VU** le décret n° 2018-530 du 28 juin 2018 portant diverses dispositions relatives à la chasse et à la faune sauvage ;
- VU** le décret du 15 février 2022 portant nomination du préfet de la Sarthe, M. Emmanuel AUBRY ;
- VU** la circulaire du 26 mars 2012 relative à des modifications du code de l'environnement et à la procédure de classement des espèces d'animaux nuisibles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1986 modifié, relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié, relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau, hormis les limicoles et les oies ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 modifié, pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classés nuisibles par arrêté du Préfet ;
- VU** l'arrêté interministériel du 14 février 2018 modifié, relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

- VU l'arrêté ministériel du 2 novembre 2020 relatif au piégeage de sanglier ;
- VU l'arrêté préfectoral relatif à l'ouverture et la clôture de la chasse pour la campagne cynégétique 2024-2025, en Sarthe ;
- VU les propositions formulées par la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe ;
- VU la consultation du public, organisée sur le site de la préfecture de la Sarthe du 28 mars 2024 au 17 avril 2024 inclus, en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement ;
- VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévenir les dommages importants aux activités agricoles, forestières et dans l'intérêt de protéger la faune et la flore ainsi que la santé et la sécurité publique, en limitant la prolifération de certains animaux ;

**CONSIDÉRANT** que le pigeon ramier est un déprédateur important pour les cultures de tournesol, protéagineux et colza, en particulier au stade semis ;

**CONSIDÉRANT** l'importance des dégâts aux cultures et prairies, occasionnés par les sangliers faisant l'objet d'un plan de maîtrise départemental, entraînant d'importantes indemnités ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe,

## ARRÊTE

### Article 1

Les animaux des espèces suivantes sont classés susceptibles d'occasionner des dégâts, pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025, en application de l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 modifié susvisé (espèces dites du 3<sup>e</sup> groupe), dans les lieux désignés ci-après :

ESPÈCES	TERRITOIRES	MOTIVATION
<b>SANGLIER</b> <i>Sus scrofa</i>	Ensemble du département	Prévention des dommages aux activités agricoles, risques pour la sécurité publique
<b>PIGEON RAMIER</b> <i>Columba palumbus</i>	Ensemble du département	Prévention des dommages aux activités agricoles

### Article 2

La destruction du pigeon ramier pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025 n'est autorisée, après la fermeture générale de la chasse, que de jour (période débutant une heure avant le lever du soleil et finissant une heure après le coucher du soleil) et pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités figurant dans le tableau ci-après.

**Le propriétaire, possesseur ou fermier procède personnellement aux opérations de destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts ou y fait procéder en sa présence ou délègue par écrit le droit d'y procéder.**

ESPÈCES	PÉRIODES AUTORISÉES	MODES DE DESTRUCTION	FORMALITÉS
<b>PIGEON RAMIER</b>	De la date de clôture de l'espèce au 31 mars 2025	À tir à poste fixe et à proximité des cultures de protéagineux, d'oléagineux, de céréales et des cultures maraîchères. Le tir s'effectue à poste fixe matérialisé de main d'homme.	Sans formalité
	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2024 au 31 juillet 2024 Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2025		Sur autorisation préfectorale individuelle
	De la date de clôture générale de la chasse jusqu'à l'ouverture générale de la chasse	Utilisation d'oiseaux de chasse au vol	Sur autorisation préfectorale individuelle

### **Article 3**

La demande d'autorisation doit préciser l'identité et la qualité du pétitionnaire détenteur du droit de destruction ou son délégué, le lieu, la nature et l'étendue des dégâts. La délégation écrite du détenteur du droit de destruction sera jointe à la demande, ainsi que les coordonnées de chacun des participants. Cette demande est adressée par le détenteur du droit de destruction à la direction départementale des territoires de la Sarthe.

Les opérations de destruction ne peuvent commencer qu'après réception par le demandeur de l'autorisation préfectorale individuelle.

Le formulaire de demande d'autorisation individuelle est disponible sur le site internet départemental des services de l'État.

Un compte-rendu des opérations de destruction à tir, même nul, devra être adressé avant le 15 octobre sous peine de non-renouvellement de l'autorisation.

### **Article 4**

Le piégeage du sanglier est autorisé toute l'année sous les conditions suivantes dans l'ensemble des communes du département :

- utilisation de pièges appartenant à la catégorie 1 ;
- piégeage réalisé par piégeur agréé ayant reçu dans une fédération départementale des chasseurs une formation de mise à mort par balle d'un sanglier capturé, et étant détenteur à ce titre d'une attestation de suivi de cette formation délivrée par le président de la dite fédération ;
- détention par le piégeur agréé d'un permis de chasser visé et validé ;
- sur autorisation préfectorale individuelle.

Les autorisations préfectorales individuelles pour la destruction par piégeage du sanglier sont délivrées sur demande du détenteur du droit de destruction qui doit compléter le formulaire de demande d'autorisation de piégeage du sanglier.

La demande devra être adressée à la direction départementale des territoires de la Sarthe, par voie postale, par mail à l'adresse suivante : [ddt-bfcp@sarthe.gouv.fr](mailto:ddt-bfcp@sarthe.gouv.fr) ou par téléprocédure sur le site <https://www.demarches-simplifiees.fr/>. Toute demande incomplète ou illisible sera retournée systématiquement au demandeur.

Les opérations de destruction autorisées feront l'objet d'un bilan annuel des prises à réaliser au 30 juin compte-rendu à adresser à la direction départementale des territoires de la Sarthe et à la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe avant le 30 septembre de chaque année. Le retour de ces comptes-rendus conditionne l'octroi d'une autorisation pour la campagne suivante.

## Article 5

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département de la Sarthe :

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, les sous-préfets de La Flèche et de Mamers, le directeur départemental des territoires, les maires, le président de la fédération départementale des chasseurs, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, la directrice régionale de l'agence des Pays de la Loire de l'Office national des forêts, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Sarthe, le directeur départemental de la sécurité publique, les lieutenants de louveterie, tous les agents assermentés au titre de la police de la chasse et commissionnés à cet effet.

Le Préfet,



Emmanuel AUBRY

### **Délai et voie de recours :**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet de la Sarthe,
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes (44). Le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

Le Mans, le **2 MAI 2024**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant délimitation des secteurs où la présence de la loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et du castor d'Eurasie (*Castor fiber*) est avérée en Sarthe, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025

**Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 411-1, R. 427-6, R. 427-8 à R. 427-17 ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;
- VU** l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- VU** le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distances des instances administratives à caractère collégial ;
- VU** le décret du 15 février 2022 portant nomination du préfet de la Sarthe, M. Emmanuel AUBRY ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

- VU** l'arrêté ministériel du 5 mars 2019 modifiant l'arrêté du 12 août 1988 relatif à l'homologation des pièges et l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles pour interdire l'utilisation des pièges ayant pour effet d'entraîner la mort de l'animal par noyade ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 juin 2023 portant délimitation des secteurs où la présence de la loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et du castor d'Eurasie (*Castor fiber*) est avérée en Sarthe ;
- VU** les prospections réalisées par le groupe de travail « Loutre-Castor », coordonnés par le service départemental de l'Office français de la biodiversité ;
- VU** les propositions formulées par la fédération départementale des chasseurs de la Sarthe ;
- VU** la consultation du public effectuée par voie électronique organisée sur le site de la préfecture de la Sarthe du 28 mars 2024 au 17 avril 2024 inclus, en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée relative aux espèces susceptibles d'occasionner des dégâts ;

**CONSIDÉRANT** que des indices de présence des espèces, la loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et le castor d'Eurasie (*Castor fiber*) ont été répertoriés sur les rivières du Loir et ses affluents, de la Sarthe, de la Vègre, de l'Erve, de la Vive Parence, de l'Huisne et de son affluent Le Narais ;

**CONSIDÉRANT** que, dans le cadre du plan national d'actions en faveur de la loutre d'Europe (*Lutra lutra*), il a été recommandé de ne pas limiter la zone d'interdiction de l'utilisation de pièges tuants à proximité des rives, uniquement au territoire des communes de présence avérée, mais de tenir compte des capacités de déplacement de l'espèce et de la typologie du réseau hydrographique ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de définir annuellement la liste de ces secteurs ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

## ARRÊTE

### **Article 1 :**

L'usage des pièges de catégorie 2 est interdit sur les abords des cours d'eaux et bras morts, marais, canaux, plans d'eaux et étangs, jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive, exception faite du piège à œuf placé dans une caisse munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres, sur tout ou partie des rivières du Loir et ses affluents, de la Sarthe, de la Vègre, de l'Erve, de la Vive Parence, de l'Huisne et de son affluent Le Narais, dans les communes où la présence de la loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et du castor d'Eurasie (*Castor fiber*) est avérée et listée à l'article 2 et cartographiées en annexe.

**Article 2 :**

Cette interdiction concerne les communes suivantes :

ALLONNES	FERCÉ-SUR-SARTHE	PINCÉ
ARDENAY-SUR-MÉRIZE	FILLÉ	POILLÉ-SUR-VÈGRE
ARNAGE	FLÉE	PRÉCIGNÉ
ASNIÈRES-SUR-VÈGRE	FONTENAY-SUR-VÈGRE	ROËZÉ-SUR-SARTHE
ASSÉ-LE-BOISNE	GESNES-LE-GANDELIN	RUILLÉ-EN-CHAMPAGNE
AUBIGNÉ-RACAN	GUÉCÉLARD	SABLÉ-SUR-SARTHE
AUVERS-LE-HAMON	JOUÉ-EN-CHARNIE	SAINT-CORNEILLE
AVESSÉ	JUIGNÉ-SUR-SARTHE	SAINT-GEORGES-LE-GAULTIER
AVEZÉ	LA BRUÈRE-SUR-LOIR	SAINT-GERMAIN-D'ARCÉ
AVOISE	LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	SAINT-LÉONARD-DES-BOIS
BAZOUGES CRÉ SUR LOIR	LA CHAPELLE-HUON	SAINT-MARS-LA-BRIÈRE
BEAUMONT-SUR-DÊME	LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR	SAINT-MARTIN-DES-MONTS
BEILLÉ	LA FERTÉ-BERNARD	SAINT-OUEN-EN-CHAMPAGNE
BESSÉ-SUR-BRAYE	LA FLÈCHE	SAINT-PATERNE - LE CHEVAIN
BLÈVES	LA SUZE-SUR-SARTHE	SAINT-PAUL-LE-GAULTIER
BOËSSÉ-LE-SEC	LE LUDE	SAINT-PIERRE-DE-CHEVILLÉ
BRÛLON	LE MANS	SAVIGNÉ-L'ÉVÊQUE
CHAHAINES	LHOMME	SAVIGNÉ-SOUS-LE-LUDE
CHALLES	LOIR EN VALLÉE	SCEAUX-SUR-HUISNE
CHAMPAGNÉ	LOUÉ	SILLÉ-LE-PHILIPPE
CHASSILLÉ	LUCHÉ-PRINGÉ	SOLESMES
CHEMIRÉ-LE-GAUDIN	MALICORNE-SUR-SARTHE	SOUGÉ-LE-GANELON
CHENAY	MANSIGNÉ	SOUVIGNÉ-SUR-MÊME
CHENU	MARÇON	SOUVIGNÉ-SUR-SARTHE
CHERRÉ-AU	MAREIL-EN-CHAMPAGNE	SPAY
CHEVILLÉ	MAREIL-SUR-LOIR	THORÉE-LES-PINS
CLERMONT-CRÉANS	MONT-SAINT-JEAN	TUFFÉ VAL DE LA CHÉRONNE
CONNERRÉ	MONTFORT-LE-GESNOIS	VAAS
DISSAY-SOUS-COURCILLON	MONTVAL-SUR-LOIR	VILLAINES-LA-GONAI
DOUILLET	MOULINS-LE-CARBONNEL	VILLENEUVE-EN-PERSEIGNE
DUNEAU	NOGENT-SUR-LOIR	VOUVRAY-SUR-HUISNE
DUREIL	NOYEN-SUR-SARTHE	YVRÉ-L'ÉVÊQUE
ÉPINEU-LE-CHEVREUIL	PARCÉ-SUR-SARTHE	
FATINES	PARIGNÉ-L'ÉVÊQUE	

### **Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les maires des communes concernées, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,



Emmanuel AUBRY

#### **Délai et voie de recours :**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet de la Sarthe,
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes (44). Le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

